



**PRÉFET
DE L'ALLIER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

*Service aménagement et urbanisme
durables des territoires
Bureau aménagement durable
Affaire suivie par : Caroline CAUNES
Tél : 04 70 48 79 94
Courriel : caroline.caunes@allier.gouv.fr*

Moulins, le **17 MARS 2021**

Le préfet de l'Allier

à

Monsieur le Préfet de Région
33, rue Moncey
69003 LYON

OBJET : avis de l'État sur PCAET
REF :
PJ :

Les onze EPCI du département de l'Allier se sont engagés dans une démarche d'élaboration d'un plan climat-air-énergie territorial (PCAET), de manière obligatoire pour six d'entre eux, ou volontaire pour cinq d'entre eux. Ils ont bénéficié pour cela de l'assistance du Syndicat départemental d'énergie de l'Allier (SDE 03), qui s'est positionné pour assurer, avec l'appui de deux bureaux d'étude, la coordination de cette démarche collective dénommée « Plan Climat Allier ».

Saint-Pourçain Sioule Limagne est la deuxième collectivité à déposer son projet de PCAET, en date du 28 janvier 2021. Celui-ci appelle un avis de l'État sous un délai de deux mois à compter de cette dernière date. Les services de la DDT de l'Allier formulent les observations suivantes sur ce projet.

I. Analyse réglementaire

Le cadre réglementaire est fixé par le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 et par l'arrêté du 4 août 2016 relatifs au plan climat-air-énergie territorial. Ils définissent la structure du PCAET et les éléments à prendre en compte pour son élaboration.

A. Structure :

Le diagnostic proposé par Saint-Pourçain Sioule Limagne est complet et de bonne qualité. Il s'appuie sur les données des observatoires régionaux conformément au porter à connaissance élaboré par la DDT au lancement de la démarche. Il donne une bonne photographie du territoire et de ses enjeux.

La synthèse présentée en début de document est claire et compréhensible pour le grand public, tout comme les zooms réguliers sur les principaux constats et notions essentielles à retenir. Les éléments de comparaison départementaux, bénéfiques directs de la démarche collective « Plan Climat Allier », permettent de mettre en perspective les spécificités du territoire de l'EPCI de manière intéressante.

L'intermittence des énergies renouvelables, comme pierre d'achoppement à la transition énergétique, figure dans la partie « diagnostic ». La question de la gestion de l'intermittence de ces énergies et du stockage de leur production se poserait plutôt dans la partie « stratégie ».

La stratégie bénéficie d'une synthèse en début de partie, ce qui en facilite l'appropriation. Les priorités et les objectifs sont fixés sur l'ensemble des enjeux relevés et sont articulés avec ceux du SRADDET. Ils sont déclinés aux horizons préconisés par les textes (2026, 2030 et 2050).

Le programme d'actions couvre l'ensemble des thématiques requises. La présentation synthétique proposée en début de partie permet de l'appréhender facilement, tout comme le code couleur affecté à chaque axe stratégique. Il est, dans sa globalité, précis et détaillé. **Les actions relevant de l'échelle départementale, qui sont appelées à figurer dans l'ensemble des 11 PCAET de l'Allier, pourraient faire l'objet d'une codification spécifique, afin de permettre de les identifier immédiatement.**

Le dispositif de suivi est clair et complet. Sa modularité (suivi simplifié ou détaillé) semble appréciable et devrait en faciliter l'appropriation par les personnes en charge de son alimentation puis de son exploitation. La distinction de l'indicateur de mise en œuvre et de l'indicateur de performance est claire. **Il est d'ailleurs conseillé de ne retenir, sauf exception justifiée, qu'un indicateur de mise en œuvre et deux indicateurs de performance maximum par action.** Par ailleurs, il n'est pas fait mention du bilan du PCAET à mi-parcours (3 ans) et du rapport d'exécution prévus par le décret. **Il conviendra donc de compléter le dispositif de suivi sur ce point. Enfin, les systèmes de cotation des impacts attendus et le libellé du niveau d'avancement restent encore à homogénéiser à la marge pour en améliorer la clarté.**

L'évaluation environnementale stratégique comporte une synthèse globale du PCAET en début de document qui donne une bonne visibilité d'ensemble. La démarche itérative est bien explicitée et l'évaluation des incidences prévisibles du PCAET et des mesures ERC prévues dans les différents scénarios est claire et détaillée. Elle fait ressortir les points de vigilance et les mesures préconisées, enjeux proches de ceux du plan climat en lui-même, des impacts globalement positifs sur l'environnement et quelques points de vigilance (impact de la rénovation énergétique sur le patrimoine, le paysage, impact du développement de la mobilité sur l'imperméabilisation des sols, etc.). Elle est l'occasion de s'assurer de la cohérence du PCAET avec de nombreux documents cadre, nationaux, régionaux ou locaux. Enfin, des indicateurs relatifs aux thématiques de l'évaluation environnementale sont aussi présentés.

B. Périmètre :

L'ensemble des secteurs d'activités prévus par la réglementation est traité, tout comme les polluants à étudier. Le diagnostic les aborde successivement, les enjeux climat-air-énergie sont traités de manière intégrée, notamment dans la stratégie qui explicite bien l'imbrication des impacts des actions.

C. Articulation avec les schémas en vigueur :

Le PCAET prend en compte les autres documents de planification que sont le SCOT du Bassin de Gannat et le SRADDET. Toutefois, les orientations du SCOT ne sont mentionnées qu'au stade de l'évaluation environnementale. **Une prise en compte dès la phase d'élaboration de la stratégie aurait été judicieuse afin de s'assurer de la cohérence du PCAET avec ce document préexistant.**

Comme évoqué précédemment, les objectifs du SRADDET sont rappelés clairement dans chaque domaine, ce qui permet de mettre en perspective les objectifs locaux. Il est également fait mention des objectifs nationaux issus de la stratégie nationale bas carbone (SNBC) notamment : cette référence n'est plus exigée par les textes depuis l'approbation définitive du SRADDET le 10 avril 2020. Néanmoins, cet élément permet de conforter la trajectoire retenue par le territoire.

D. Bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) :

Le PCAET intègre le BEGES, réglementairement non obligatoire pour les EPCI de moins de 50 000 habitants. Celui-ci est utilement exploité pour l'estimation des potentiels de réduction des émissions de gaz à effet de serre et s'intègre donc naturellement au document global.

II. Analyse qualitative

A. Gouvernance

Le territoire de Saint-Pourçain Sioule Limagne a pris la décision, pour l'écriture de son premier Plan Climat Air Énergie (PCAET), de s'inscrire dans une démarche départementale initiée par le Syndicat d'Énergie de l'Allier (SDE 03). Dès lors, certaines étapes de concertation ont été mutualisées à l'échelle du département ou à l'échelle du Pays Vichy-Auvergne. Afin de mener à bien l'élaboration du PCAET, plusieurs instances de décisions ont été établies tant à l'échelle de l'EPCI, qu'à l'échelle départementale. Les élus du territoire ont montré une importante mobilisation dans la construction du PCAET à travers un comité de pilotage dédié, notamment lors de l'élaboration de la stratégie et du programme d'actions. Le projet de territoire, qui vise l'autonomie énergétique et la neutralité carbone à l'horizon de 2050, ainsi que l'identification d'élus référents, assurent la pérennité de la démarche. Les acteurs du territoire, institutionnels, citoyens, associatifs ou privés, ont également été mobilisés et présents lors des réflexions préparatoires. L'élaboration a été participative et a permis à chacun de faire valoir ses propositions ou de mettre en valeur des actions déjà engagées. À cet égard, le livre blanc de la concertation offre une vision claire et précise de la méthodologie employée, des ressources mobilisées et du calendrier d'élaboration du PCAET. Trois animations de type « Théâtre – Forum » sur les thèmes de l'habitat, de la mobilité et de l'agriculture/consommation ont permis de recueillir des pistes de réflexions et des propositions d'actions des citoyens et leur vision du territoire.

B. Cohérence

a. Cohérence interne du plan

La stratégie est cohérente avec les éléments du diagnostic. En effet, elle définit six axes d'actions qui correspondent aux enjeux prioritaires identifiés. Elle fait ressortir l'importance majeure des outils de planification territoriale (planifier la mobilité, cartographier les espaces disponibles pour le solaire photovoltaïque, gestion de l'eau, limitation de l'étalement urbain, de l'artificialisation des sols, préservation des espaces naturels et agricoles, place de la nature en ville, etc.). Le programme d'actions décline ces priorités en objectifs opérationnels dans les principaux domaines attendus : réduction des consommations énergétiques dans le secteur résidentiel et celui des transports et déplacements, réduction des émissions de gaz à effet de serre et des polluants fondée sur les gisements identifiés dans le diagnostic, mais aussi préservation et optimisation du stockage de carbone, préservation de la ressource eau et mesures d'adaptation au changement climatique.

b. Cohérence avec les autres démarches

En lien avec le futur Contrat Territorial Sioule et Andelot, s'appliquera de manière transversale au PCAET un volet agricole qui interviendra sur les activités agricoles, la gestion des eaux usées, les énergies renouvelables, l'adaptation des pratiques, la ressource en eau et les pollutions diffuses, la résilience agricole, la production et la consommation locale.

Dans le cadre des Contrats d'Objectifs Territorialisés de l'ADEME, le déploiement d'un contrat d'objectif territorialisé (COT) sur la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables thermiques sur le territoire développera aussi sur une période de 3 à 6 ans un ensemble de travaux de maîtrise de l'énergie, associé à des projets d'énergies renouvelables issus d'une ou plusieurs filières (biomasse, solaire thermique, géothermie, chaleur fatale...).

Par ailleurs, l'intégration des objectifs et enjeux du PCAET dans le SCOT et les documents d'urbanisme du territoire est prévue et les PLU des communes couvertes feront l'objet d'une révision afin d'être rendus compatibles avec ses orientations. **Le SCOT devra donc s'inspirer des réflexions menées dans le cadre de l'élaboration du PCAET afin d'assurer la cohérence de l'ensemble, notamment sur la consommation d'espace et le volet mobilité.** À noter que le SCOT peut désormais tenir lieu de PCAET et que les PLU(i) doivent être compatibles avec le PCAET depuis l'ordonnance n°2020-745 du 17 juin 2020.

La stratégie et les actions proposées en matière de gestion sylvicole veillent quant à elles à l'équilibre entre la production de bois-énergie et la séquestration de carbone en forêt : en ce sens, elles sont en cohérence avec le plan régional Forêt-Bois AURA de 2019.

C. Prise en compte des enjeux de l'État

Les principaux enjeux pré-identifiés par l'État lors du lancement de la démarche PCAET sont bien pris en compte par la collectivité, voire complétés. La priorisation des enjeux est pertinente et révèle une bonne maturité du territoire sur les thématiques climat-air-énergie. L'enjeu de développement des énergies renouvelables est particulièrement approprié par la collectivité qui souhaite s'impliquer directement dans l'émergence, l'accompagnement et la mise en œuvre de certains projets.

L'ensemble des actions ne semble pas de nature à dégrader la qualité de l'air. En la matière, les principales actions portent sur le remplacement des appareils de chauffage peu performants. **Sur ce champ, la qualité de l'air intérieur pourrait toutefois être également abordée dans le cadre de ces actions.**

D. Ambition du plan

a. Potentiel et objectifs

Le PCAET de Saint-Pourçain Sioule Limagne positionne sa stratégie par rapport aux objectifs régionaux définis par le SRADDET pour chaque domaine : réduction des consommations énergétiques, développement des énergies renouvelables par filière, réduction des émissions de gaz à effet de serre et de polluants. La référence à la stratégie nationale bas carbone (SNBC) permet de tracer une trajectoire de référence que la collectivité choisit de suivre.

En matière de rénovation énergétique des bâtiments, l'objectif poursuivi est celui d'une réduction de moitié des consommations énergétiques, ce qui est cohérent avec les enjeux identifiés, la trajectoire cadre et la stratégie. En effet, le secteur résidentiel et le secteur tertiaire constituent une priorité d'action tant au regard des consommations d'énergie, que des émissions de GES et de polluants atmosphériques. Toutefois, en ne visant pas une rénovation intégrale des bâtiments au niveau BBC à l'horizon de 2050 (l'objectif concerne seulement 70 % du parc tertiaire et seulement 70 % du parc résidentiel), l'EPCI s'écarte de l'objectif fixé par la loi de transition énergétique (LTECV) de 2015. **Cet objectif opérationnel devra donc être réajusté.** On peut également rappeler l'objectif national intermédiaire de rénovation de la totalité des « passoires thermiques » (étiquettes F et G du diagnostic de performance énergétique) à l'horizon désormais relativement proche de 2025. **Un ciblage de l'effort de rénovation permettrait en effet de maximiser l'impact immédiat sur les**

consommations, tout en luttant contre la précarité énergétique sur le territoire. À ce titre, un phasage et une priorisation des actions dans ce domaine auraient été pertinents.

En ce qui concerne les énergies renouvelables, la collectivité a pour objectif de développer de manière optimale son potentiel en énergie renouvelable pour viser 84 % d'autonomie énergétique en 2050. Cet objectif est ambitieux et dépasse la trajectoire cadre. Par exemple, en matière de développement de l'énergie biomasse, la collectivité vise de couvrir 92 % des besoins estimés à horizon 2050, par la relocalisation de sa filière bois-énergie et son exploitation de manière durable.

En matière d'énergie photovoltaïque, la collectivité cible une production de 230 GWh à l'horizon 2050, avec une volonté, notamment, de mener à terme à horizon 2030 les projets d'implantation de centrales au sol actuellement en développement sur son territoire, d'équiper l'intégralité des espaces délaissés et des sites de parkings avec des ombrières photovoltaïques, enfin d'équiper 52 % des toitures résidentielles mobilisables et 75 % des bâtiments d'entreprises.

Il est rappelé que les doctrines nationales concernant les centrales au sol prévoient aujourd'hui que les projets de parc s'implantent préférentiellement sur les zones dites « dégradées ». Le recours à des zones agricoles n'est donc pas à privilégier. En ce sens, la stratégie que prévoit le PCAET de la communauté de communes, considérant le potentiel existant sur les toitures résidentielles, les surfaces d'entreprises et les espaces délaissés, est en phase avec les orientations nationales.

A ce jour sur le territoire de la communauté de communes, un parc PV au sol est en service et 2 autres sont proches de la fin d'instruction, représentant un potentiel d'environ 50 GWh. Différents projets sont également en cours d'instruction à des stades d'avancement différents : 5 projets pour une surface potentielle d'environ 150 à 200 ha. Ces projets présentent des surfaces et des impacts très différents ; ils concernent pour certains des zones agricoles. Il est donc recommandé à la communauté de communes, dans le cadre du suivi de son PCAET, de bien travailler la cohérence entre son plan et son SCOT en cours d'élaboration, de manière à permettre le déploiement d'un cadre visant à réguler l'implantation des parcs PV au sol, selon la stratégie de la collectivité. La communication et le partage de ces objectifs auprès des communes de l'EPCI est également un point essentiel.

Le potentiel du territoire est maximisé en matière de réduction des consommations énergétiques et de production d'énergies renouvelables. A cela s'ajoute des actions supplémentaires sur les secteurs dont les émissions sont principalement non énergétiques, tel que l'agriculture. En effet, la collectivité, n'ayant pas les ressources pour réduire ces émissions liées notamment à la présence importante de l'élevage sur le territoire, a fait le choix de calculer un potentiel de réduction de GES sur son territoire sans en réduire l'activité. Le secteur agricole disposant d'un fort potentiel de captage des gaz à effet de serre, celle-ci a fait le choix de coupler des actions de stockage des gaz à effet de serre afin de compenser les émissions résiduelles. L'objectif d'autonomie énergétique du territoire à l'horizon de 2050 qui en découle semble donc réaliste. L'objectif complémentaire d'une séquestration nette de carbone assez largement positive (c'est-à-dire une absorption de carbone supérieure aux émissions annuelles de GES) repose pour partie sur la capacité du territoire à accroître fortement son puits de carbone au travers des forêts du territoire, du maintien de ses prairies, de la plantation de haies en bordures de parcelles et du maintien de ses zones humides. **Une vigilance particulière sera nécessaire sur ce point pour s'assurer que cet objectif sera atteint (cf. les réserves ci-après).**

Enfin, d'une manière générale, on observe que la trajectoire fixée à l'horizon de 2050 est fondée sur une forte accélération de la dynamique à partir de 2030 sur la plupart des thématiques. **Il demeure néanmoins important que les premiers impacts de la politique climat-air-énergie soient**

visibles rapidement, ce que devra confirmer le bilan à mi-parcours (3 ans) du PCAET. Au regard des nombreuses actions déjà engagées, celui-ci offrira un recul notable par rapport à l'année de référence fixée à 2015.

b. Caractère adapté et opérationnel

Les moyens internes de la collectivité sont clairement mobilisés, avec une volonté affichée de développer la transversalité entre les services techniques de la communauté de communes. La mise en place d'équipes projets et d'élus référents contribue à l'ambition du plan. Les objectifs sont modulés selon les thématiques en fonction des atouts et des contraintes du territoire et les choix sont globalement justifiés.

Comme indiqué dans le plan, la sobriété énergétique dans le secteur des transports et déplacements passe notamment par l'essor de la non-mobilité: **une action sur la promotion et le développement du télétravail, par exemple au sein de la collectivité, aurait donc pu utilement apparaître.**

Environ 80 % des actions sont opérationnelles, et donc susceptibles d'avoir un impact positif à court. Ces actions sont complétées par d'autres actions de communication et de sensibilisation des différents publics (scolaires, citoyens, agriculteurs, industriels, agents de la collectivité, etc.), visant à garantir des effets à plus long terme. **Toutefois, certaines actions (développement des mobilités alternatives, modernisation du fret routier) posent la question de leur déploiement futur à grande échelle, qui sera nécessaire pour avoir un impact sensible.** Cette mise en application d'envergure est d'autant plus importante qu'il en va de l'objectif de neutralité carbone évoqué plus haut.

E. Crédibilité du programme d'actions

Le programme couvre l'ensemble des domaines attendus. La soixantaine d'actions, dont la moitié a une portée départementale, semble de nature à en permettre un suivi aisé. Sa rédaction est globalement claire et précise, notamment sur le contenu détaillé des actions. Cela révèle une bonne maturité de la plupart des actions retenues, avec un portage souvent bien identifié et un séquençement d'ores et déjà établi.

Les deux tiers des actions proposées sont portées par des partenaires de la collectivité, ce qui constitue un gage de robustesse du programme d'actions. L'implication de l'ensemble des acteurs du territoire, au premier rang desquels le SDE, partie prenante motrice de la démarche PCAET, constitue une garantie de bonne exécution du plan sur de nombreux volets, tout comme celle du Conseil départemental.

Enfin, le fait que les deux tiers des actions soient engagées, que la trajectoire soit dessinée à l'horizon de 2050 et que le suivi opérationnel soit prévu à long terme sont de nature à garantir la pérennité de la démarche.

L'implication des élus et la mobilisation des services techniques de la collectivité pour la mise en œuvre d'une politique climat-air-énergie, au-travers la mise en œuvre d'un pilotage durable, est une condition nécessaire de la réussite de cette politique. A ce titre, il est à noter que le bilan à mi-parcours du PCAET à 3 ans ne ressort pas de manière claire. Pourtant, il constitue une étape importante afin d'ajuster le programme d'actions en fonction de ses premiers effets constatés et des difficultés rencontrées. **L'outil de suivi pourrait faire figurer plus explicitement cette étape.**

Un élément déterminant pour la mise en œuvre effective des actions sera l'infusion de ce plan dans le champ de la planification territoriale, et en premier lieu, la manière dont PCAET et SCOT se nourriront mutuellement. Les actions du plan s'inscrivent ainsi dans un temps long et nécessiteront un portage fort par la collectivité.

III. Conclusion

Le PCAET de Saint-Pourçain Sioule Limagne est conforme aux attendus réglementaires. Sa structure est claire et cohérente. La volonté politique de la collectivité est réaffirmée et l'ensemble des politiques climat-air-énergie qu'elle porte apparaissent complémentaires et bien articulées. Le caractère opérationnel du plan est globalement satisfaisant. Le bilan à mi-parcours devra en démontrer les effets attendus à court terme.

Des remarques plus spécifiques, venant compléter ou préciser les observations générales qui précèdent, figurent en annexe au présent avis.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'J' followed by 'm' and a comma.

Jean-Francis TREFFEL

Annexe – Remarques spécifiques sur le PCAET de Saint-Pourçain Sioule Limagne

I. Remarques spécifiques relatives au diagnostic

Thématique	Page	Observations
Les objectifs du plan	16	La Communauté de communes de Questembert est citée et non CC SPSL
Le territoire de la CC SPSL	18	La figure 3 est floue
Mode de chauffage et densité d'habitation	63	La couleur de la légende (fioul) ne correspond pas à la couleur utilisée par la carte.

II. Remarques spécifiques relatives à la stratégie

Thématique	Page	Observations
Consommations énergétiques	22	Les potentiels de réduction des consommations d'énergie sont estimés dans la stratégie et non dans le diagnostic
Photovoltaïque	33	Le projet d'implantation de Bellenaves est à confirmer
GES	47	Les potentiels de réduction des émissions sont présentés dans la stratégie

III. Remarques spécifiques relatives au programme d'actions

N° de fiche	Thématique	Observations
	Divers	<p>Pas d'actions directement en lien avec les risques identifiés dans le diagnostic de vulnérabilité mais les actions éventuelles relèvent plutôt d'autres démarches (exemple pour le risque inondation : PAPI plan d'action de Prévention des Inondations).</p> <p>Le logo de Vichy Communauté apparaît sur la page de présentation du plan d'action à la place de celui de Saint-Pourçain Sioule Ligmans.</p>
2.1.1	Secteur résidentiel	<p>L'avenir des OPAH est incertain et les conditions de l'ANAH évoluent régulièrement, notamment concernant la question du niveau de ressources. De ce fait le nombre de bénéficiaires peut fortement varier d'une année à l'autre et la pérennité de cette action, au-delà de la convention d'OPAH, est donc incertaine.</p>
3.2.1	Énergies renouvelables	<p>Enjeux en matière de développement des énergies hors sols agricoles pris en compte (cartographie des espaces délaissés) sauf pour les espaces à faible vocation agronomiques.</p> <p>Cependant ces espaces peuvent demeurer utiles pour extensifier la production de fourrage. Dès lors il serait nécessaire de prendre en compte les zones propices aux projets solaire, zones faisant l'objet d'un recensement par les services de l'État.</p>
3.2.5	Méthanisation agricole	<p>La méthanisation agricole s'accompagne d'intensification des cultures et d'irrigation de celles-ci (CIVES arrosées pour produire par exemple). Attention à la complémentarité avec la fiche sur la préservation du carbone. Etre cohérent entre le maintien de pâturage, la volonté de ne pas trop intensifier, d'arroser à bon escient et la production de CIVES. Attention à la cohérence entre la volonté d'accompagner des méthaniseurs agricoles et le souhait de lutter contre le GES, de favoriser les puits de carbone, la préservation de la ressource en eau. Le fonctionnement des méthaniseurs en place montre bien que seuls les effluents ne suffisent pas et que pour un fonctionnement optimum du méthaniseur il faut des cultures énergétiques. De plus la méthanisation agricole va à contre courant du développement de l'autonomie fourragère des exploitations.</p>
3.2.6	Filière hydroélectrique	<p>Dans le cadre de cette étude départementale sur le potentiel hydroélectrique, une vigilance particulière devra être apportée à la qualité des cours d'eau et la continuité écologique, ainsi que sur la rentabilité potentielle des installations compte tenu des faibles productions attendues et de leur vulnérabilité au changement climatique (variabilité des productions).</p>
4.1.3	Ressource en eau	<p>Cette action liée aux cultures bas-intrants en zones de captage d'eau potable est également portée par le SMEA et les syndicats producteurs d'eau concernés. Par ailleurs, les moyens financiers associés à l'expérimentation des cultures à bas niveau d'intrants ne sont pas définis : un partenaire financier important de cette action, non identifié dans la fiche, est l'Agence de l'eau Loire Bretagne. Or, le principal frein à la contractualisation des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) est le faible niveau d'incitativité : la rémunération financière ne compense pas le manque à gagner de l'exploitant.</p>

N° de fiche	Thématique	Observations
4.2.2	Agriculture durable	Dommmage que cette action se cantonne seulement à la démarche AP3C. Pas de référence aux travaux menés dans le cadre des groupes de développement professionnels (CETA par exemple, à voir si il en existe un sur le territoire)
4.2.4	Agriculture durable	L'action proposée par l'association « Terres de liens » est pertinente. Toutefois, elle semble manquer de proactivité. De plus, un partenariat avec la SAFER, en cours sur le territoire, mérite d'être mentionné. Enfin, la Chambre d'agriculture tient un répertoire départemental des exploitations à céder qui pourrait être utilement valorisé ici.
4.2.5	Agriculture durable	Le développement de l'ambrosie constitue davantage un enjeu sanitaire qu'un enjeu agricole en termes de rendements. L'ambrosie se développe sur sol nu (donc après récolte) ou sur culture mal levée et n'a qu'une faible influence sur le rendement en général (sauf cas particulier comme interangs de vignes). Un diagnostic précis des zones d'expansion de l'ambrosie devrait être réalisé afin d'envisager une lutte globale et non pas cantonner la lutte aux pratiques agricoles seules. Les préconisations de l'ANSES vont dans le sens d'une lutte intégrée qui ne doit pas se limiter au secteur agricole : les particuliers, collectivités, entreprises de travaux publics sont des acteurs importants dans cette lutte.
4.3.1	Stockage carbone	Le maintien des prairies permettant de stocker du carbone, la préservation du foncier est un enjeu important. Une piste d'action pourrait être d'augmenter le nombre d'hectares sous cahier des charges environnemental.
4.3.2	Stockage carbone	Dommmage de limiter l'action vers les agriculteurs : il faudrait intégrer les propriétaires dans l'action. Un indicateur de performance pourrait être le nombre de mètres linéaires de haies gérées.
4.3.4	Stockage carbone	La thématique de la forêt durable s'inscrit pleinement dans le volet forestier du Plan de relance économique de la France 2020-2022.
6.1.1	Économie circulaire	Le plan de relance n'est pas identifié dans les moyens de financement, alors que le territoire vient de postuler à l'AAP 2mergence des PAT. Les seules subventions envisagées concernent le domaine Ab alors que le PAT ne se réduit pas à l'agriculture biologique.
6.1.3	Économie circulaire	Dommmage que les mairies des communes ne soient pas identifiés comme public cible.
6.2.1	Alimentation durable	Le Plan de relance finance l'émergence et la mise en œuvre des projets alimentaires territoriaux. De la même manière, des investissements dans les cantines peuvent bénéficier de financements.

